

1002

moins pour leurs élucubrations fantaisistes que pour prouver qu'il est prêt à sévir aussi sérieusement contre les factieux de droite que de gauche. Cette mesure permet aussi de coller au sein des assemblées de grévistes l'épithète de « provocateur trotskiste » à l'ouvrier récalcitrant. « L'Humanité » tente d'effacer

l'impression mauvaise que laisse aux ouvriers ces poursuites contre un journal prolétarien. Elle demande que Salengro sévisse en premier lieu contre les Ligues fascistes. Le 18, le Parlement vote le décret sur la dissolution des Ligues « L'Humanité » a obtenu satisfaction!

La rafale gréviste en Belgique

La coïncidence des mouvements en Belgique et en France avait fait supposer, surtout aux chefs syndicaux péobistes, qu'il ne s'agissait que d'un simple reflet des grèves de France et qu'il n'y avait donc pas à redouter de profondes secousses sociales ; d'autant plus que c'est seulement lorsque la courbe descendait en France que les premiers mouvements éclataient en Belgique.

Pour acquérir une notion exacte des mouvements belges, il faut commencer par ne pas les considérer comme un simple écho des grèves françaises tout en considérant que ces dernières ont évidemment influencé le cours des événements belges. Nous verrons, par la suite, dans quelle mesure un lien de continuité peut être établi entre les deux mouvements sur le plan international. Mais il nous paraît indispensable de commencer par mettre en évidence les dissemblances des situations française et belge, d'autant plus que l'évolution des événements en Belgique permet de jeter un peu de lumière sur les perspectives qui s'ouvrent devant la classe ouvrière française.

Dans l'analyse comparative que nous essaierons de faire, il y a un élément de grande importance qui rend extrêmement difficile notre étude et qui ne permet pas d'arriver à des conclusions définitives. La situation internationale ne laisse pas encore entrevoir une orientation claire quant aux possibilités qui s'offriront au capitalisme de refouler les menaces d'une conflagration internationale ou de localiser les conflits inter-impérialistes les plus aigus. La Belgique a certainement devancé la France quant aux formes empruntées par les tentatives du capitalisme pour recourir à des expédients appelés à estomper les manifestations de la crise économique et étrangler les efforts défensifs de la classe ouvrière. Mais comme la situation internationale s'est profondément modifiée, loin de pouvoir prévoir une répétition en France d'un schéma d'événements qui serait identique à celui qui s'est précédemment déroulé en Belgique, il faudra limiter uniquement l'analogie à

la signification de l'issue des situations dans les deux pays.

La France entre dans le giron de la crise économique non seulement plus tard que la Belgique, mais aussi avec une capacité de résistance bien plus forte. Elle en est redevable surtout à sa structure économique où le poids spécifique de l'industrie est moins élevé et où des possibilités plus grandes de manœuvre sur le marché intérieur et colonial existent. Entre 1929 et 1932 nous assistons, en France, à une offensive capitaliste qui se heurtera à une forte résistance ouvrière et à une efflorescence de grèves particulièrement dans le Nord, parmi les mineurs et les ouvriers du textile. En Belgique, où l'attaque capitaliste contre les conditions de vie de la classe ouvrière est bien plus forte, la réaction ouvrière est presque insignifiante et cela à cause des possibilités qui restent encore aux puissantes organisations syndicales pour refroidir la volonté de lutte des ouvriers. M. Mertens, secrétaire de la Commission Syndicale, pouvait se vanter, au Sénat, d'avoir graduellement, et sans graves secousses, conduit les ouvriers belges à s'accommoder d'une réduction de leur standard de vie de l'ordre de 20 p. c. En effet, contre le plan patronal de réduction massive des salaires, il n'y eut, en avril 1931, que la grève des typos bruxellois. Cette grève mérita d'être relevée non point par l'importance du nombre des prolétaires qui entrèrent en lutte, ni par les répercussions immédiates qu'elle eut, mais parce qu'elle permit de révéler la réalité sociale dans laquelle les travailleurs de Belgique étaient forcés d'agir. Un département fort restreint de la classe ouvrière entra dans le mouvement pour la semaine de 44 heures et l'augmentation des salaires et cela juste au moment où le gouvernement décrétait une réduction des appointements des fonctionnaires en insistant tout particulièrement sur le fait qu'il voulait ainsi donner l'exemple aux industriels afin qu'ils entrent, sans tarder, dans la voie de nouvelles compressions drastiques. A cette époque, la Commission Syndicale, qui